

Avec le réchauffement, l'irrigation va s'imposer

Les sécheresses successives se confirmant, comme en Pays de la Loire, l'irrigation va devenir une nécessité en Bretagne. Mais au vu des progrès, ce n'est plus un gros mot.

Fruits et légumes bretons ont pris cher cet été : 40 % de pertes sur les haricots, 30 % sur les pommes... Si bien que, dans cette région pourtant très arrosée à l'accoutumée, l'irrigation va devenir une nécessité. La France irrigue 7 % de sa surface agricole utile (SAU), ce qui la place au neuvième rang européen. Avec des écarts considérables, selon les régions : 1,1 % seulement en Bretagne, contre 7,6 % en Pays de la Loire, 15,4 % dans le Centre-Val de Loire, ou encore 20,1 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

« 30 mm d'eau en un mois... En Bretagne, on arrose une fois tous les dix ans. Mais là, jamais vu ça ! Certains vont tout perdre, témoigne Thierry Merret, légumier dans le Nord-Finistère. La nuit dernière, j'ai pu irriguer grâce à nos réserves collectives : deux fois 12 500 m³ pour une douzaine d'exploitations sur une centaine d'hectares. »

Replanter du bocage

Certaines années, « on n'y touche même pas. Mais cet été, avec les 40 °C du 18 juillet, ça a tout cuit... » La station expérimentale du Léon (le Caté) travaille depuis longtemps sur de nouvelles variétés de légumes, notamment de choux-fleurs, aux racines plus profondes, plus épaisses, plus résistantes, « qui n'ont même plus besoin de traitements et conservent mieux l'eau. Mais, malgré tout, il nous faudra toujours de l'eau... »

C'est pourquoi la chambre régionale d'agriculture de Bretagne a organisé, fin septembre, son premier Forum de l'irrigation avec de nombreux intervenants, dans le Sud-Finistère, pour démontrer que l'irrigation, parfois pointée du doigt, a beaucoup progressé et n'est plus un gros mot.

En fait, il s'agit de mieux stocker l'eau pour éviter d'irriguer : c'est le message du grand témoin de la jour-



Arrosage sur un champ de haricots dans le Morbihan.

PHOTO : ARCHIVES THIERRY CREUX OUEST-FRANCE

née. Jean-François Berthoumieu, docteur en mécanique des fluides, travaille depuis 1980 sur le réchauffement climatique. « L'eau et le végétal sont les meilleurs atouts contre le réchauffement. » Près des arbres, « il fait 10 °C de moins qu'en ville ». Cela doit passer par différentes actions : replanter du bocage, des haies...

La grande fautive, selon lui, c'est la directive-cadre sur l'eau de l'Union européenne « qui a tout bloqué depuis vingt ans. Elle s'est focalisée sur la qualité de l'eau, oubliant la quantité. » Priorité à l'eau courante. Les mares et les eaux stagnantes sont devenues suspectes. « Mais l'eau courante, c'est le ruissellement. Alors que la vie, ce sont les castors et leurs barrages. » Chaque mare vient réalimenter, peu à peu, les

nappes phréatiques profondes. « Sans oublier que ces mares contribuent à dénitrifier l'eau. »

Alors Jean-François Berthoumieu, fils de paysan de Haute-Garonne, plaide pour une irrigation « pilotée, intelligente, dans les champs ». Avec des sondes capacitatives qui aus-

cultent au plus près les racines. « Elles permettent d'irriguer au mieux : assez, pas trop. » Derrière, « l'évapotranspiration des végétaux va revenir alimenter le cercle vertueux de la pluie ».

Christophe VIOLETTE.

Sécheresse : vers un calendrier d'aides avancé

C'est le sujet d'actualité. Réunissant pour la quatrième fois, cette année, un « comité sécheresse », le ministre de l'Agriculture a annoncé, hier, un avancement du calendrier de versement des aides pour les zones les plus touchées par la sécheresse cet été. Cela « permettra le versement des acomptes de 50 % » et de verser le solde « d'ici à la fin

d'année », dans une dizaine de départements. À la Confédération paysanne, « la déception prédomine car le ministre ne semble pas avoir pris la mesure de l'urgence de la situation pour beaucoup de fermes et territoires, a déploré le syndicat hier. Aucune aide d'urgence à la trésorerie n'est envisagée. »